

le prolétaire

parti communiste international

SUPPLEMENT POUR
LA BELGIQUE & N°11
LES PAYS BAS

TRIMESTRIEL
20 fb

EDITEUR RESP.:
J. ARNOLDY
258 rue de la
jardinière-Angleur

OCTOBRE 1980

Dans ce numéro:

En Français :

**Lutte résolue contre l'austérité capitaliste.
Contre l'offensive anti-immigrés.
Sur les restructurations dans la sidérurgie
L'extrême gauche et les grèves en Pologne.**

Notes politiques :

**sur le 20^{ème} anniversaire de la libération du
Congo.**

**Pour une véritable politique communiste
dans les luttes ouvrières.**

En Neerlandais :

Non au contrôle de l'immigration !

Gorter, Lénine et la gauche.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Lutte résolue contre l'austérité capitaliste.

Ces derniers mois, la bourgeoisie a relancé son offensive contre la classe ouvrière.

L'actuelle crise gouvernementale ne peut cacher ce fait fondamental : la bourgeoisie DOIT s'attaquer encore plus aux conditions de vie et de travail de la classe ouvrière pour pouvoir elle-même survivre, au moment même où la concurrence internationale s'aiguise davantage.

L'austérité servie à la sauce socialiste et social-chrétien ou à la sauce libérale ne diffère pas beaucoup. Tous ces partis sont au fond d'accord : il s'agit de sauver l'économie nationale, de sauvegarder les finances de l'Etat, d'assurer aux capitalistes des conditions permettant la réalisation d'un profit "convenable".

Bref, pour tous ces partis bourgeois, l'Etat et les patrons, puisque l'on a maintenant réglé le problème de la régionalisation (en attendant de remettre la question sur le tapis pour diviser les travailleurs, par exemple) on peut passer à la vitesse supérieure en ce qui concerne le règlement des problèmes financiers ou économiques.

C'est ainsi que :

- l'index est petit à petit vidé de sens (on le contourne, on augmente les cotisations sociales);
- l'on augmente l'intensité du travail (travail posté, en équipes, heures supplémentaires ...)
- l'on réduit ouvertement les salaires : réparation navale -4%, BBL -5%, Triangle sidérurgique de Charleroi -10% ;
- l'on prépare des augmentations substantielles de loyers (dans les cités, 700000 ménages);
- l'on lance toute une série de flicage des chômeurs (plan De Wulf), visant particulièrement les chômeuses;
- l'on demande un meilleur contrôle de l'immigration (les immigrés turcs seraient soumis à un visa);
- l'on restructure à tour de bras des secteurs entiers : textile, sidérurgie..

Si la bourgeoisie peut prendre ces mesures sans grandes réactions ouvrières, c'est que notre classe est encore paralysée et soigneusement enfermée dans les mailles tissées par l'opportunisme.

Inutile de s'attarder sur le PS, qui aux dires même de sa "gauche" est en train de se discréditer totalement en participant au gouvernement. Mais le rôle de cette "gauche" n'est il pas justement d'éviter la rupture entre le PS et la FGFB et de maintenir les grandes masses ouvrières sous la houlette du PS ?

Le PS est "responsable" devant la bourgeoisie - Van Miert a eu un "coup de gueule" pour les 2% dans les services publics, mais en

Mai 79, il déclarait que la "modération salariale est un moyen de financer plus d'emplois" (on les a vus !!);
- Debunne (FGFB) écrit dans "Syndicats" du 26-7 que les "travailleurs doivent payer plus" au sujet de la Sécurité Sociale !

Quant au PC, la seule critique qu'il faisait aux socialistes avant la chute du gouvernement, c'est d'accepter de cohabiter avec des ministres libéraux et, en conséquence, il se prononçait pour la "sortie des libéraux du gouvernement afin de réduire le poids de la droite" (Drapeau Rouge du 21 Août); alors aujourd'hui ..?!

Mais si l'attitude des Socialistes et des nationaux-communistes ne nous étonne pas, ce que nous devons noter c'est l'aplatissement complet des groupes prétendument "révolutionnaires", mieux même, leur passage de plus en plus ouvert dans le CAMP REFORMISTE classique.

C'est ainsi que le PTB se fixe pour objectif de "sauver les finances de l'Etat .. garder les acquis sociaux" (Dossier du PTB sur le précédent accord gouvernemental p13) et qu'il lance la fameuse formule : "chercher l'argent chez les riches". On ne sait pas si ces gens là considèrent un tel programme comme "minimum" en ayant renvoyé la révolution au XX^e siècle, ou si c'est là leur seule perspective politique !

La LRT est sur le même terrain : sa "stratégie" est de réaliser un "large front uni du monde du travail" qui permettrait un "gouvernement d'un type nouveau (non prévu par le marxisme ! - NDR), un gouvernement des travailleurs s'appuyant sur la classe ouvrière mobilisée ... qui prend pleinement ses responsabilités pour résoudre (sic !) la crise économique en réalisant les revendications des travailleurs et en appliquant des réformes de structures anti-capitalistes qui s'attaquent aux racines de ce système pourri". Et là aussi, il s'agit de prendre l'argent là où il est - chez les fraudeurs du fisc et ceux qui organisent la fuite des capitaux, en réduisant de façon importante les budgets de la gendarmerie et de l'armée, en nationalisant les banques et en organisant l'initiative industrielle publique (sic) (la Gauche du 28.8.80).

Somme toute, la Belgique pourrait être un petit paradis sur terre, si seulement quelques "mauvais profiteurs" renonçaient à leur pouvoir. Malheureusement pour vous, Messieurs de la LRT et du PTB, on a encore jamais vu un capitalisme sans profit, un capitalisme sans exploitation, un capitalisme sans répression !

Le petit-bourgeois peut toujours tirer des plans sur la comète et s'illusionner sur un capitalisme "non-pourri", les déclarations

(Suite de l'article p 9)

VIVE LA LUTTE DE NOS FRÈRES DE CLASSE POLONAIS !

Le vaste mouvement de grève qui a déferlé sur la Pologne depuis juillet a montré que contre l'austérité, la misère et l'exploitation capitaliste, contre l'oppression et la répression bourgeoises, malgré la faillite de l'économie nationale et la crise, malgré l'absence de "droits", il est possible de défendre ses intérêts de classe! Quel immense encouragement pour la lutte des prolétaires du monde entier!

Les ouvriers polonais ont montré les méthodes de lutte qui peuvent faire céder la bourgeoisie; à savoir: grève sans préavis et sans limitation préalable de durée, la plus large possible en s'appuyant sur la solidarité des autres prolétaires. De cette façon ils ont opposé un véritable front prolétarien de lutte à l'attaque de la bourgeoisie polonaise. Des méthodes qui sont loins d'être celles que préconisent nos directions syndicales et nos partis opportunistes ici! Est-ce que la "concertation" autour du tapis vert que ceux-ci nous offrent aurait pu aboutir aux mêmes résultats?

Les ouvriers polonais connaissent la même exploitation de classe que connaissent les prolétaires du monde entier. Exploitation qui n'est autre que capitaliste. C'est bien pour cela que les bourgeois de tous les pays se sont empressés de voler au secours de la bourgeoisie polonaise (Schmidt a versé 1,2 milliards de Marks, Carter 300 millions de Dollars, l'Au triche idem!). Et comment expliquer autrement que le Pape ait soutenu un gouvernement "communiste" alors que le communisme est son ennemi mortel? Gierek lui même a félicité l'Eglise pour son rôle de stabilisation sociale! Ce qui démontre que les bourgeois du monde entier sont prêts à laisser de côté ce qui les oppose dans la concurrence économique et dans le terrain militaire, pour faire un front uni contre la classe ouvrière. Le prolétariat international doit tirer la leçon de solidarité dont a fait preuve son ennemi de classe!

PROLETAIRES, CAMARADES!

La lutte de nos frères de classe polonais n'est pas une lutte facile. Ils n'ont pas seulement devant eux des ennemis directs puissants, la bourgeoisie polonaise et l'impérialisme russe. Ils ont aussi des nombreux "faux amis" qui tentent de les tromper.

Ces faux amis (l'opposition démocratique et les fameux dissidents auparavant "purchassés" par l'Etat) ont été précipitamment appelés pour "persuader" les ouvriers de renoncer à formuler des exigences trop radicales" selon les propres paroles de Janek Strzelecki, un des conseillers de Walesa et membre du Parti Communiste officiel. Ce même Walesa qui a déclaré que "seuls des syndicats libres permettront de garantir le fonctionnement sans encombre de l'économie nationale et en même temps la réalisation des revendications de travailleurs" (on croirait entendre les Gillon, Debunne et consorts!). Comme si le "fonctionnement sans encombre de l'économie nationale" pouvait aller de pair avec la "réalisation des revendications des travailleurs" y compris des syndicats libres!

La juste revendication ouvrière pour la création des organisations syndicales indépendantes de l'Etat, de même que le droit de grève et la levée de la censure de la presse ont été donnés dans la mesure, où comme en Occident, la classe ouvrière ne s'en sert pas de manière contraire aux exigences de l'économie nationale et de l'Etat, c'est à dire de l'ordre capitaliste. Comme l'opposition démocratique fausement "socialiste" ou "communiste" ici, l'opposition démocratique et catholique polonaise s'en porte garante!

La classe ouvrière ne conquerra des syndicats vraiment "libérés" de toute influence capitaliste que contre les démocrates et les opportunistes qui promettent en échange d'empêcher le prolétariat de s'en servir pour défendre ses intérêts de classe propre! Pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, la classe ouvrière ne peut rien attendre d'une démocratisation de l'Etat bourgeois, mais tout de la destruction de ces Etats et l'instauration de sa dictature de classe.

Les prolétaires polonais ne tarderont pas à s'en percevoir qu'ils ont été trompés. En effet, les mêmes conditions qui les ont poussés à la révolte ne font que s'étendre avec la crise et la faillite de l'"économie nationale" qui ne peut survivre, en Pologne comme ailleurs, qu'en empêchant la classe ouvrière de vivre.

Le mouvement de nos frères de classe polonais n'est pas seulement un appel à la renaissance d'organisations de classe indépendantes. Il montre aussi le besoin pressant de la renaissance du parti de classe indispensable pour combattre le sabotage des luttes ouvrières par les larbins de la bourgeoisie, et faire de celles-ci un terrain pour la préparation de la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois. Dans sa lutte, la classe ouvrière polonaise comme celle de tous les pays, n'a qu'un seul véritable allié, la classe ouvrière des autres pays! La meilleure manière de manifester sa solidarité, c'est de suivre l'exemple des ouvriers polonais, de passer à la lutte directe et ouverte pour la satisfaction des revendications économiques et politiques contre l'Etat capitaliste et ses larbins, contre tous les "faux amis" des prolétaires polonais!

VIVE LA LUTTE DE CLASSE! GUERRE A L'AUSTERITE ET AUX PREPARATIFS D'UNE NOUVELLE BOUCHERIE IMPERIALISTE!

A BAS LES FAUX SOCIALISMES DE L'EST, LES HYPOCRITES DEMOCRATIES DE L'OUEST!

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE!

L'extrême gauche et les grèves en Pologne.

La LRT a été sérieusement mise mal à l'aise par la lutte des ouvriers polonais. En fait elle a déployé beaucoup d'efforts pour montrer que la crise en Pologne n'est pas de nature capitaliste.

Quelle est la cause de la crise, quelle est la cause du chômage, de l'attaque contre les conditions de vie des prolétaires, la cause de l'endettement croissant du pays vis à vis des autres nations, de l'inflation, bref, de tous ces maux que connaissent actuellement tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest. En Pologne, ce ne serait pas le capitalisme, et en voici les preuves :

Premièrement "Les moyens de production (industries, terres, moyens d'échange et de transports) sont la propriété collective" (La Gauche N°33)

La propriété d'Etat des moyens de transports, des Postes en Belgique empêche-t-elle l'exploitation des prolétaires qui y travaillent ?

Deuxièmement "L'économie est centralement planifiée ... et exclut l'économie de marché".

La bourgeoisie, ici, ne tente-t-elle pas de planifier l'économie ? Le capitalisme n'est-il pas de plus en plus centralisé ? Et le Zloty, à quoi sert-il ? Sans parler du marché noir, des petits paysans vendant leurs produits en ville, etc ..

Troisièmement "Le monopole de l'Etat sur les importations et les exportations empêche le retour du capitalisme par le biais de la pénétration libre des capitaux". Là encore, la LRT devrait nous expliquer comment la Pologne peut rembourser des emprunts à l'étranger sans exploiter le prolétariat. Nous expliquer comment un pays peut profiter de tous les échanges commerciaux internationaux sans subir les lois capitalistes !

Mais peu importe tout cela, la crise n'est pas capitaliste. Elle est due à la "politique désastreuse de la bureaucratie". Malheur aux méchants bureaucrates qui sont assez fous pour licencier, restructurer, réduire les salaires, augmenter le prix de la viande, et eux s'offrir des villas, des voitures et des produits occidentaux, auxquels les prolétaires polonais ne peuvent avoir accès.

Il ne s'agirait donc pas de lutter contre l'exploitation bourgeoise, mais de réduire les "inégalités". Le discours de la LRT est tellement dérisoire que la bourgeoisie polonaise elle-même en épurant l'appareil étatique après la grève, le reprend à son compte !

Rien d'étonnant aussi à ce que la LRT se trouve donc d'accord avec la plu-

part des démocrates petits-bourgeois et même avec le PCB pour réclamer une "plus grande démocratie" en Pologne. Il s'agirait d'une "lutte démocratique" et non pas d'une lutte de classe, et ce serait mal connaître le problème que d'imaginer que ce qui a fait bouger les travailleurs polonais au départ est une simple question alimentaire.

La Gauche (N°35) n'affirme-t-elle pas que le niveau de vie a augmenté depuis 1950 et qu'il est "inutile de noircir outre mesure la situation des travailleurs car on méprise du coup leur extraordinaire audace et leur intelligence au combat" !!

(Il est bien connu que celui qui pense a forcément le ventre plein, n'est-ce pas mes sieurs de la LRT!!).

Pas un mot de la LRT contre Walesa qui a appelé à ne pas étendre la grève pour ne pas précipiter l'économie nationale dans la faillite !

Pas un mot contre Kuron qui a déclaré : "Dès l'instant où il y aurait des syndicats élus sur une base démocratique, on se trouverait dans une situation qualitativement nouvelle. La population sera prête à accepter les sacrifices et les restrictions nécessaires si ce sont les ouvriers qui le décident".

On lit aussi dans la Gauche (N°32) : "Le Kremlin hésitera à intervenir, du moins tant que le pouvoir ne sera pas mis en question directement par les grévistes". En fait le Kremlin n'est pas intervenu militairement parce que toutes les bourgeoisies, de l'Est comme de l'Ouest ont volé au secours de l'Etat polonais dont la stabilité était menacée par la grève. Ce secours financier a permis à la bourgeoisie polonaise de "céder", et, elle l'a fait d'autant plus facilement que le mouvement et l'organisation qu'il s'était donnée, étaient bien repris en main par des forces - de l'Eglise aux "opposants" - qui ne demandent qu'à collaborer avec l'Etat et se soumettent volontiers face aux impératifs de l'économie nationale.

Quant à l'Eglise, si la LRT lui trouve un rôle conservateur (pas plus ?), cela ne l'a pas empêché de déclarer dans son meeting du 19 Septembre que l'Eglise n'"est pas anti-communiste en soi"; que 80% des polonais étant catholiques, attaquer l'Eglise serait jeter les prolétaires dans ses bras. Sans commentaires !!

Pour le PTB (Amada), l'indépendance nationale de la Pologne est la question clef. Il se demande si de "telles revendications radicales (les 21 points NDR) peuvent être obtenues dans un pays qui est totalement dépendant de l'Union Soviétique

Suite de l'article p8

Sur les restructurations dans la sidérurgie

Depuis le début de l'année 78, les restructurations dans la sidérurgie, avec leur cortège de licenciements, suivent leur cours. On comptera en Wallonie, en 1982, 8500 licenciements sur 50 000 emplois.

Ce phénomène n'est pas spécifiquement wallon, ni même belge, mais mondial :

- en France, environ 10 000 sidérurgistes licenciés en 79.
- en Grande Bretagne, c'est l'opération de restructurations British Leyland, la fermeture de l'aciérie Consett (3000 licenciements)....

C'est toute la sidérurgie européenne qui connaît de graves difficultés actuellement, comme ce fut le cas en 77-78 : l'activité économique dans le monde suit un net ralentissement (notamment dans l'automobile), ce qui réduit les débouchés pour l'acier.

Il s'agit donc pour les capitalistes d'être toujours plus compétitif que le voisin, c'est à dire produire toujours plus et moins cher.

Charlier, PDG de Cockerill, en Janvier 80, ne disait-il pas que "Cockerill et le triangle de Charleroi ne sont plus des entreprises productives et rentables"... un des facteurs "qui explique nos mauvaises performances est la productivité. Le diagramme montre son évolution en heures prestées à la tonne d'acier. L'amélioration est sensible depuis 1975. Nous sommes passés de 12,5 heures à 9 heures en 1978 et le résultat pour 1979 sera d'environ 8,2 h/t." Avant les restructurations en France, il fallait 10,8 h contre 7,7 h/t en Allemagne.

Derrière la concurrence que se livrent entre eux les grands capitalistes, il y a donc la nécessité d'améliorer la compétitivité, il y a la nécessité de préserver le profit mais cela n'est pas dû - comme certains aiment à le faire croire - à la mauvaise volonté des capitalistes ou à leur mauvaise gestion, mais répond aux lois du Capital.

Améliorer la compétitivité, c'est un des moyens pour vendre moins cher que le concurrent sans diminuer son taux de profit. Ces moyens, tous les capitalistes, de tous les pays, les emploient.

Quels sont-ils : - diminuer les salaires,
- intensifier le travail (augmentation des cadences, travail continu, posté ..),

- nouveaux procédés de production, élimination du travail humain,
- économie sur les matières premières...

Ces mesures, Charlier les connaît lui aussi, il les a énoncés devant les délégués syndi-

caux de Cockerill en Janvier dernier :

- "Rénovation de l'outil",
- "Améliorer la gestion",
- "Travailler avec l'effectif minimum",
- "Augmenter l'effort individuel",
- "une progression salariale modérée".

Mais là où le bât blesse, c'est que tous les capitalistes emploient les mêmes moyens et donc annulent leurs effets.

Alors quelles conséquences pour les travailleurs ? Mise au chômage pour des milliers d'entre eux, exploitation accrue pour les autres.

Qu'ont fait les organisations syndicales pour les défendre contre ces attaques ?

Depuis 1978, elles n'ont préparé aucune lutte d'envergure, bien au contraire, elles ont signé un pacte de "paix sociale" avec les ministres et les dirigeants patronaux. Que peut-on attendre d'autre de tels dirigeants syndicaux, alors que le président FGTB Charleroi, Staquet, déclarait dernièrement : "Il faut éviter à tout prix des actions inutiles qui nuisent à l'entreprise, qui sont préjudiciables à sa survie et donc à l'emploi". Et ce au moment même où pour le Triangle de Charleroi le PDG Frère annonçait la nécessité de 772 licenciements et la réduction de 10% des salaires, 503 licenciements à Hainaut Sambre et 269 à TMM Providence (Dernière heure du 23.8.80).

Les travailleurs ne doivent pas écouter les appels à la paix sociale, à la responsabilité que leur lancent continuellement les dirigeants syndicaux.

Les seules actions nuisibles aux intérêts prolétariens sont justement celles prônées par ces directions syndicales : journées d'action sans lendemain ..

Pour se défendre contre les licenciements, pour défendre son salaire et ses conditions de travail, seule la lutte résolue paye.

Les ouvriers de Pologne, malgré les pires conditions, malgré la répression ont montré l'exemple, ils ont gagné après des semaines de combat acharné.

Les travailleurs de Denain et de Longwy, en employant les armes fondamentales de lutte de classe : la grève sans préavis ni limitation de durée, ont obtenu des conditions de mise au chômage un peu plus décentes qu'au préalable.

Certes cette voie est très difficile, mais c'est la seule capable de faire reculer le patronat et l'Etat bourgeois.

Dans ce combat LES TRAVAILLEURS N'ONT STRICTEMENT RIEN A PERDRE MAIS TOUT A GAGNER : - Contre les licenciements,

- pour des conditions de chômage permettant de vivre décemment
- pour des conditions de travail moins pénibles,
- pour une union grandissante des range ouvriers, par delà les barrières de l'entreprise, du secteur industriel, de la nationalité ...

Que le travailleur soit wallon ou flamand, belge ou turc, jeune ou vieux, homme ou femme, le Capital lui réserve le même sort.

Unis les travailleurs ont plus de force pour se défendre, cette force ils doivent l'utiliser pour gêner la marche du Capital, gêner la production, gêner le profit; c'est le seul moyen pour faire plier le patronat.

Organisons de véritables piquets de grève, capables d'empêcher le travail des jaunes et de riposter aux agressions policières et mêmes fascistes.

En dedans comme en dehors des organisations syndicales imposons nos revendications.

X X X

LA LRT APPORTE DES REMEDES :

Dans "La Gauche" du 2.7.80., elle se plaint que c'est "le privé qui garde la majorité des voix au conseil d'administration alors qu'il ne possède que 19,3% des actions"... "Cette politique de l'Etat capitaliste permet au privé de se désengager de la sidérurgie"... "Pendant ce temps là ils investissent leurs milliards hors de la sidérurgie".

Naïveté ou hypocrisie ?

Car n'est-ce pas l'Etat, avec le PS au gouvernement, qui a demandé aux "pontes" de la sidérurgie, de restructurer, de dégraisser les effectifs moyennant quoi il ouvrirait ses coffres-forts ?
L'Etat donne 26 milliards mais s'assure de la paix sociale, demande une augmentation de la productivité ..
La LRT l'encouragerait-elle dans ce sens ?!

Et pour défendre les travailleurs la LRT n'a qu'un seul mot d'ordre : "Contrôle ouvrier et nationalisation".

Stupéfiant, la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs demande à l'Etat bourgeois de gérer la sidérurgie et en plus d'accepter que les ouvriers contrôlent les cadences, les stocks ..

Mais l'Etat bourgeois n'est-il pas là pour aider le grand capital en le renflouant financièrement si nécessaire, en envoyant ses flics si les ouvriers menacent ou perturbent l'ordre social ?

Si, c'est évident!

Alors que signifie cette demande de confiscation des biens du patronat .. ?

Soit c'est faire comme le réformisme, c'est à dire demander à l'Etat de réformer un peu plus ses structures, permettre aux ouvriers de gérer un peu, de ne plus exister des patrons trop riches et trop auto-

ritaires et ainsi les travailleurs s'auto-limiteront dans leurs revendications, travailleront d'arrache-pied .. et alors c'est se montrer les pires gestionnaires du système capitaliste. Signalons d'ailleurs que pour la LRT, le contrôle ouvrier "doit être organisé en Front Commun Syndical".

Soit c'est se moquer des ouvriers, ceux là même qui demain se retrouveront au bureau de chômage.

Le contrôle ouvrier, l'expropriation du patronat, seule la dictature prolétarienne ne pourra les réaliser, c'est à dire une fois que les travailleurs auront pris le pouvoir politique et économique, une fois la révolution accomplie.

X
X X

LE PTB (AMADA) AUSSI!

Il se place sur le même terrain que la LRT, en réclamant la nationalisation sans indemnité avec contrôle ouvrier démocratique, ceci pourrait être "le point de départ d'une autre politique sidérurgique et d'une politique de reconversion ayant comme point de départ d'assurer aux travailleurs de ce (souligné par nous, Sic !) pays du travail et des revenus décents".
Il réclame aussi une sorte de "garantie d'emploi" : "exiger pour tout emploi perdu en sidérurgie un nouvel emploi" .. "des protections pour le travailleur sidérurgiste : un statut sidérurgiste".. TPO 6.

Mais que signifie dans le régime actuel, garantie, statut .., et ce d'autant plus quand rien n'est mis en oeuvre pour les imposer réellement à l'Etat bourgeois. Ce dernier ferait des concessions que contraindrait et forcé par une lutte ouvrière réelle, et le devoir des révolutionnaires serait alors de mettre en garde les travailleurs, de leur montrer que toutes les garanties, toutes les concessions faites par la bourgeoisie tôt ou tard sont reprises si les ouvriers ne restent pas vigilants, mobilisés.

Sans cette mise en garde, sans aider la classe ouvrière à organiser son combat, sans écouter les sirènes de la "paix sociale" et de la "concertation" avant tout, lancer un tel mot d'ordre, c'est conforter les travailleurs dans l'illusion que dirigeants patronaux, ministres bourgeois et bonzes syndicaux peuvent négocier, tous sur le même pied d'égalité, pour trouver un compromis durable entre intérêts de la bourgeoisie et les intérêts de la classe ouvrière.

Cela les travailleurs ne peuvent plus le croire, la réalité, la vie quotidienne démontrent le contraire.

Si ces positions vous intéressent
venez en discuter aux permanences :

Le 2^e lundi de chaque mois
de 19h30 à 21h30
Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 - BRUXELLES

Contre l'offensive anti-immigrés.

On assiste actuellement en Belgique à toute une campagne, visant les travailleurs immigrés. Pour la bourgeoisie, il s'agit de promulguer une nouvelle loi pour contrôler et réduire le flux migratoire, ce qu'elle n'a pas véritablement réussi à faire jusqu'à maintenant.

Alors que la télévision lance toute une campagne hypocrite contre le racisme et la xénophobie, d'un autre côté les bourgmestres de Bruxelles poussent le gouvernement à légiférer sur un quota dans les quartiers : c'est à dire expulser les uns et bien contrôler les autres et ceci scindisant dans leurs "intérêts".

Van Halteren (Libéral) n'est pas le premier à avoir voulu limiter l'immigration dans son quartier, on se souvient de Nols (PDF) et de Vrancks (PS).

Il faut dire qu'en la matière, la bourgeoisie belge, tout comme ses consœurs Française, Hollandaise, Allemande, Anglaise .., poussée par la crise, n'a pas attendu ces messieurs les bourgmestres pour réduire le nombre d'immigrés :

Par exemple de 1974 à 1976, on a pu noter un flux migratoire beaucoup moins important qu'auparavant, des difficultés toujours plus croissantes pour les travailleurs immigrés d'obtenir un contrat de travail, or l'autorisation de séjour est liée à ce dernier ...!

Pourquoi toute cette campagne ?

Simplement parce qu'il n'y a eu aucune loi depuis 1952 ! Cette dernière, rapelons-le, permettait de limiter le nombre d'immigrés à l'inscription domiciliaire et autorisait le ministre de la Justice à "renvoyer l'étranger dont il juge la présence dangereuse et nuisible pour l'ordre public, la sécurité ou l'économie du pays". Et depuis, en 76, un projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, fait l'objet de discussions.

Voté en 78 à la Chambre, il attend toujours au Sénat, on comprend que certains bourgeois s'impatientent. A l'heure où la pression que la bourgeoisie exerce sur la classe ouvrière autochtone est de plus en plus lourde avec la crise (nombre de chômeurs toujours croissant, baisse du pouvoir d'achat, cadences infernales, flicage accru dans les usines, les cités...), rendre une fraction, et la plus vulnérable, de la classe ouvrière, les immigrés, responsable de cette crise, du chômage, c'est se donner un sursis, c'est essayer de détourner la classe ouvrière de son véritable ennemi : le capitalisme et ses géants.

Aujourd'hui, plus que jamais, les travailleurs immigrés, turcs, maghrébins

etc, sont contraints à émigrer et rejoindre les grands pays impérialistes. Car, la crise qui existe chez nous, fait ressentir ses effets encore plus durement sur la classe ouvrière de ces pays périphériques. Dans cette conjoncture internationale, toutes les grandes bourgeoisies impérialistes essayent de limiter le flux migratoire. Ce qui explique qu'elles exercent une violence réactionnaire, une persécution quotidienne, une intimidation bestiale, un contrôle policier sur tous les faits et gestes de la population immigrée. LA BOURGEOISIE MET UNE PARTIE DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LE REGIME DE LOIS D'EXCEPTION. C'est ainsi par exemple que l'on voit bon nombre de bourgeois et démocrates se battre à coups de chiffres (le Soir par exemple du 29.6.80) "L'étranger vit-il au x crochets du belge ?".

Cette loi d'exception, plus ou moins entrée dans les faits déjà, la bourgeoisie a d'autant plus de facilité à l'appliquer que jusqu'à maintenant la classe ouvrière belge n'a pas riposter auprès de ces frères de classe.

Quant aux directions syndicales : elles tolèrent l'immigration pour autant qu'elle soit organisée et contrôlée de façon à ce qu'elle ne constitue pas un groupe concurrent aux travailleurs belges : "Tout travailleur occupé régulièrement, ou ayant régularisé sa situation, a le droit lui et sa famille à charge, de résider et de travailler en Belgique, tout le temps qu'ils le souhaitent et là où ils le voudront".

Belle façon de s'en laver les mains ! Et ce d'autant plus qu'aujourd'hui, bon nombre d'immigrés sont sur le territoire de façon irrégulière, poussés par la misère. De par leur attitude, les bonzes syndicaux divisent en une catégorie de plus - les immigrés légaux et les illégaux - la classe ouvrière, repoussant pieds et poings liés dans les bras de la police et la justice bourgeoises, ces "indésirables" : les étrangers irréguliers.

Façon aussi, déguisée mais réelle, d'être d'accord avec la bourgeoisie pour réclamer le contrôle de l'immigration, et comme, qui dit contrôle, dit mesures d'exception... On voit par là-même qu'il n'est pas possible d'attendre de la part de telles directions syndicales une quelconque lutte résolue contre les discriminations. Elles acceptent et même entretiennent la division des rangs ouvriers, ce qui est une trahison d'autant plus grave et catastrophique que qu'elle revient à accepter la privation de tous droits politiques et l'oppression politique renforcée de la frange immigrée de la classe ouvrière.

Prétendant mener la lutte contre tou-

tes discriminations et tenter de défendre les intérêts des travailleurs immigrés, certaines organisations d'extrême gauche, dont notamment la LRT et le PTB, mettent l'accent sur le droit de vote.

Pour la LRT, il constituerait une sorte de "garantie de séjour", qu'on en juge : "Tant que les travailleurs immigrés n'auront pas acquis un statut et, notamment, le droit de vote et d'éligibilité dans les communes, ils resteront à la merci d'expulsions" La Gauche du 2.7.80.

Pour le PTB (TPO 30) : "Bien des choses changeraient sans doute, pour messieurs Van Halteren, Nols et Denuyter, si les immigrés de leur commune avaient le droit de vote". "La lutte pour le droit des travailleurs immigrés est l'objectif prioritaire de notre politique en matière de défense des droits démocratiques".

Voilà qui est clair pour ces deux organisations, l'objectif prioritaire est le droit de vote pour les travailleurs immigrés :

alors qu'une loi risque de menacer leur séjour, alors que le Minerval pour les étudiants étrangers est de plus en plus élevé, façon déguisée de réduire leur nombre, alors que les droits sociaux des travailleurs immigrés, par exemple l'allocation chômage, sont bien en deçà de ceux des autochtones !!!

C'est une condition vitale de la lutte pour l'unité de classe que de lutter pour que tous les prolétaires, en particulier non immigrés, se battent contre toute forme de discrimination entre travailleurs, et refusent d'accepter de gaieté de coeur que l'Etat bourgeois prive une partie d'entre eux de certains droits, quel que soit par ailleurs leur valeur réelle. Voilà le sens que nous, nous donnons à notre revendication de l'abrogation de toute discrimination vis à vis des droits politiques (et donc aussi vis à vis du droit de vote) entre travailleurs de nationalités différentes.

Ce qu'il faut combattre, ce sont les facteurs de division que la bourgeoisie, et l'opportunisme social-chauvin dans son sillage, sèment parmi les ouvriers : c'est pour cela, avant tout, que la bourgeoisie n'accorde pas le droit de vote aux immigrés, quitte à faire des concessions dans ce sens - comme elle l'a fait sur le terrain des droits syndicaux en 71 - pour se donner des moyens de contrôle et de corruption politique sur des couches remuantes, par partis de gauche et opportunisme syndical interposés.

La lutte contre toute discrimination entre prolétaires, la solidarité avec les revendications spécifiques des plus opprimés et des plus exploités d'entre eux, est une condition pour briser tous les obstacles, divisions et méfiances, qui s'opposent à la constitution d'une force de classe unie et autonome. A l'opposé de toute "assimilation", il s'agit pour nous d'unir

la classe ouvrière dans la lutte CONTRE la bourgeoisie, CONTRE toute "union sacrée" au sein de la "nation" impérialiste.

De plus refuser les discriminations entre travailleurs face au droit de vote ne signifie nullement pour nous, qu'ils doivent, qu'ils ont intérêt à voter ! Ce refus n'est nullement contradictoire avec notre propagande énergique contre la mystification parlementaire et la religion démocratique, et avec notre tactique abstentionniste dans les pays impérialistes : pas plus que la lutte pour l'égalité totale des droits entre travailleurs n'est contradictoire avec la dénonciation du caractère illusoire, pour les prolétaires, de tout "droit" tant que dure le régime de l'esclavage salarié.

Dès maintenant, dans la perspective de l'abolition de toute discrimination, LUTTONS :

- Pour l'abrogation de toutes mesures discriminatoires en matière d'entrée, de travail, de séjour de l'immigration familiale, sans oublier celles qui frappent les étudiants étrangers
- Régularisation des sans papiers
- Renouvellement automatique des cartes de séjour
- Suppression de toutes les discriminations à l'emploi, dans le logement, à l'école..
- Suppression de toutes mesures limitant le droit de réunion, de presse, d'organisation syndicale ou politique pour les étrangers en Belgique

PREPARONS LA RIPOSTE IMMEDIATE, LA PLUS LARGE POSSIBLE DE TOUS LES OUVRIERS - BELGES ET IMMIGRES - A TOUTE EXPULSION DU TERRITOIRE AINSI QU'aux CRIMES RACISTES ET XENOPHOBES, les appels démocratiques, pleurnichards à l'Etat bourgeois, demandant une loi anti-raciste ne servent en rien la lutte!

Suite de la page 4

sur le plan politique, militaire, économique? C'est une question qui va au coeur de la situation polonaise et qui pose le problème de l'indépendance nationale". (Amada 34). Aussi le PTB montre-t-il que la Pologne a tous les atouts dans son jeu pour avoir une agriculture indépendante ... Voilà un discours digne de la bourgeoisie polonaise, c'est d'ailleurs ce qu'elle a déclaré à plusieurs reprises pour expliquer son refus des revendications des grévistes ! A l'heure où la solidarité internationale des prolétaires contre le Capital international est plus que jamais nécessaire, à l'heure où les prolétaires doivent combattre leur propre bourgeoisie pour défendre leurs conditions de vie, ces champions de la politique nationaliste et chauvine dressent les travailleurs les uns contre les autres pour l'indépendance illusoire de chaque pays. Revendiquer l'indépendance nationale dans les zones de capitalisme avancé, c'est appuyer

Suite p 5

(suite de la page 2)

du général Beurir sur le rôle de la gendarmerie en cas de troubles sociaux (le 6 Octobre) montrent bien que les bourgeois, eux, savent bien à quoi s'en tenir : il faudra maintenir l'ordre avec fermeté ! Et ce n'est pas tant le préavis de grève de la FGTB et de la CSC dans les services publics qui a fait reculer le gouvernement sur les 2% de retenue, mais bien les manifestations et les débrayages ouvriers organisés à la base ou spontanément : 1500 ouvriers et employés de la SNCB à Namur, les postiers d'Anvers.

C'est dans cette voie que nous invitons les travailleurs à agir sans écouter les sirènes réformistes et opportunistes de tous poils, en sachant que leurs intérêts et ceux du Capital sont inconciliables et que la question aujourd'hui est de résister contre l'offensive bourgeoise pour mieux préparer la véritable solution ouvrière à la crise généralisée du système capitaliste : LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE et son nécessaire instrument le PARTI COMMUNISTE.

(Suite de la page 3)

sa propre bourgeoisie dans la préparation de la troisième guerre mondiale. La revendication de l'indépendance de la Pologne explique aussi l'absence totale de critique des dirigeants réformistes de la grève. Ce serait difficile puisqu'ils se proposent si bien de défendre l'économie nationale !

Enfin, que ce soit le PTB ou la LRT, aucun de ces deux partis n'a montré la nécessité de la reconstruction du parti Communiste Mondial. Quoi de plus normal ? Pour eux, Walesa et le KOR défendent si bien la classe ouvrière que la question ne se pose pas !!

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :
J. A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

«L'idée fondamentale de ce livre est la suivante: l'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant toujours à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressive».

Trotsky

VIENT DE PARAÎTRE AUX ÉDITIONS
" PROMETHÉE "

Pour la commande, écrire à
l'éditeur : 159 rue du Faubourg
St Antoine 75011 PARIS
(De même pour " FACTEURS DE RACE
ET DE NATION ", d'Amadéo BORDIGA)

ISBN 2-903210-02-0

Léon Trotsky

Terrorisme et communisme

Prométhée

« Sur le fil du temps »

Léon Trotsky

Terrorisme
et communisme

Prométhée

Notes politiques :

20° ANNIVERSAIRE DE
L'INDEPENDANCE DU CONGO !

Il y a 20 ans, tous les partis belges, des plus libéraux jusqu'au PCB, votaient l'indépendance de "leur" grande colonie : le Congo.

Ce n'est que contraints et forcés qu'ils le firent : après les émeutes de Janvier 1960 à Léopoldville.

En Octobre 60, dans notre revue Programme Communiste N°13, nous disions :

"Le mot d'indépendance qu'ont lancé le roi et les démocrates belges n'a pas suffi à conjurer le besoin réel d'indépendance, ni à briser (tant s'en faut !) les rapports de domination coloniale. Malgré les émeutes de Janvier, l'indépendance n'avait été qu'octroyée; maintenant elle sera conquise. Et tant mieux si quelques belges ont eu peur pour leur peau, si quelques nonnes ont été violées ... L'important pour un communiste, c'est que la force et la violence se sont manifestées une fois de plus comme les seules capables d'accoucher d'une société nouvelle, fût-elle bourgeoise, et qu'elles ont une fois de plus surpris non seulement les pères fouettards du capitalisme, mais encore leurs thuriféraires démocrates à qui leur pacifisme ôte à tout jamais le droit sinon la prétention et l'hyocrisie de parler au nom de ceux qui se révoltent." ... "Aujourd'hui, la seule force capable de rompre radicalement avec l'imperialisme est celle de la révolution socialiste unissant les prolétaires des métropoles et ceux des colonies. La trahison des staliniens, fruit d'une longue dégénérescence, n'a pas permis que cette force se manifeste au Congo, en Algérie ou ailleurs. Et ce sont les mêmes staliniens, les mêmes démocrates, qui ont abandonné les Algériens au militarisme français et les Congolais au pacifisme trompeur des capitalistes belges, lorsqu'ils se sont prononcés pour un semblant d'indépendance."

En effet, le PCB ne s'est-il pas glorifié, n'a-t-il pas crié haut et fort, à cette époque là qu'il a toujours "préconisé une solution pacifique du problème congolais". (cf sa brochure "Le drame congolais" - De Conninck - Août 60).

"En Octobre 58, nous propositions la venue au pouvoir d'un gouvernement provisoire au Congo, chargé de la préparation et de l'organisation des élections, qui aurait pu prendre en mains, d'une façon effective, l'africanisation des cadres"...

Tout le pacifisme déployé par ce parti à cette époque n'avait qu'un seul but :

la DEFENSE DES INTERETS BELGES. Il a agi comme il s'en vante "en véritable parti national" et par là même en véritable ENNEMI par rapport aux intérêts de la LUTTE DES PROLETAIRES congolais et belges. D'ailleurs, il ne s'en cachait pas, loin s'en faut : "Nous avons dit ce qu'il fallait faire, coopérer avec le gouvernement légal du Congo ! Une telle politique était la seule qui pouvait éviter le pire (entendez - NDR - la violence qu'a utilisé le mouvement de libération nationale - ce qui est fameux pour un parti se disant encore "communiste" !), elle était la seule qui pouvait sauvegarder les relations (entendez - NDR - la politique de rapine opérée par les capitalistes belges sur les richesses minières et l'exploitation bestiales des noirs !!) entre la Belgique et le Congo et même les améliorer dans l'avenir".

20 ans après, qu'en est-il ?

La Belgique est toujours le premier client du Zaïre : sa part dans les ventes de ce pays atteignait en 77, 39,6% contre 10,8% pour les USA; 115 experts militaires sont sur place officiellement ...

Pour conserver ses privilèges, l'Etat belge a déjà plusieurs fois envoyé ses troupes - le Zaïre ne regorge-t-il pas de matières agricoles mais aussi de ressources minières très importantes? - .

Et dans ce pays, en ressources, un des plus riches du monde, les masses ouvrières et paysannes crèvent de faim !

Elles se révoltent aussi, cependant il n'existe aucune organisation véritablement révolutionnaire pour diriger cette révolte dans un sens anti-imperialiste authentique.

POUR METTRE FIN AUX BRIGANDAGES IMPERIALISTES,

POUR METTRE FIN AU REGIME BOURGEOIS DE MOBUTU,

IL FAUT UN PARTI REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL POUR LA DICTATURE DU PROLETAIRIAT, POUR LE COMMUNISME !

POUR UNE VERITABLE POLITIQUE .COMMUNISTE DANS LES LUTTES OUVRIERES !

Dans un numéro récent des "Cahiers marxistes", le PCB mettait en avant la nécessité de "politiser les luttes", indiquant même qu'il s'agissait pour lui d'une "notion centrale". D'une manière ou d'une autre, tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière travaillent à "politiser" les luttes. Encore faut-il voir dans quel but. Et surtout si cette politisation permet à la classe ouvrière d'avancer ou de reculer.

Pour le PS, par exemple, les choses sont claires : lorsque la lutte des travailleurs atteint un certain degré, les objectifs politiques qu'avance ce parti vise à introduire le poison de la division (wallons contre flamands dans la grande grève de 60-61) ou bien des illusions telles qu'elles amènent ensuite la démobilisation et le découragement (les sempiternelles "réformes de structures"...). En général ce parti est tellement discrédité qu'il ne peut atteindre son objectif qu'en mettant en premières lignes ses leaders de "gauche". Nul doute que les "Tribunes socialistes" et autres du même acabit se préparent de nouveau à rentrer en scène de cette manière !

Le PC ne vaut guère mieux : pour lui, il s'agit d'amener le "mouvement ouvrier et démocratique" à investir les centres de décisions politiques pour y faire prévaloir des "solutions alternatives"... de revitaliser et "redémocratiser" le parlement en augmentant le "poids réel de la Chambre et du Sénat". Bref, si les institutions bourgeoises perdent de leur crédibilité, ce n'est pas la faute du PC !

En fait le PC reprend à son compte le vieux schéma réformiste, tant de fois combattu par le marxisme, qui feint de croire que l'Etat bourgeois pourrait être transformé de l'intérieur pour, peu à peu, se changer en un organisme réellement "démocratique", c'est à dire représentant le peuple entier. Que, depuis des dizaines et des dizaines d'années, toutes les tentatives allant dans ce sens aient échouées, comme au Chili, le PC n'en a cure ! La classe ouvrière a bien mieux à faire que de multiplier les pétitions et les délégations pacifiques en direction des élus de toutes les coteries politiques. Ce qu'il faut avant tout dans les luttes, c'est établir un véritable réseau de SOLIDARITE OUVRIERE, obtenir le SOUTIEN DE CLASSE des autres travailleurs. Des représentants de l'Etat bourgeois, on ne peut rien attendre, sinon des promesses non tenues et des coups de matraques ! Avec la bourgeoisie et son Etat il faudra en finir par la REVOLUTION PROLETARIENNE !

Puisque nous dénonçons les pratiques du PC et du PS et que nous ne rejoignons

pas la soi-disant "extrême-gauche" pour laquelle le "débouché politique" aux luttes serait un réel gouvernement de gauche qui se réaliserait autour d'un front lui aussi réellement de gauche (1), qu'avons nous donc à proposer ?

Le rôle des révolutionnaires ne peut être que conforme à leur but : la révolution communiste. C'est pourquoi même là où la classe ouvrière ne "bouge" pas, les communistes véritables feront toujours de la propagande pour leur programme. Mais la réalisation concrète de celui-ci n'est conceivable que si le Parti de classe réussit à conquérir une influence décisive au sein de la classe ouvrière et parvient ainsi à diriger le processus révolutionnaire. Or cette conquête d'une influence sur la classe serait impensable sans la participation des militants communistes aux luttes immédiates de la classe; une participation qui ne se limite pas précisément à la propagande mais vise à la direction des luttes et à l'organisation des masses. Ceci doit se faire partout où le Parti a effectivement la force d'intervenir, dans toutes les brèches qui s'ouvrent dans l'édifice social de la bourgeoisie, même s'il s'agit de luttes de défense et extrêmement minimales.

A travers cette activité, le Parti apprend à mieux connaître ses adversaires, à évaluer plus correctement les situations et à rendre sa propagande plus efficace.

Mais aujourd'hui, après plus de 50 ans de contre-révolution, les communistes ne peuvent obtenir de résultats du point de vue de leur influence que s'ils aident les prolétaires les plus combattifs à ROMPRE PRATIQUEMENT AVEC L'OPPORTUNISME, et à constituer une FORCE DE CLASSE indépendante des faux partis ouvriers et des organisations suivistes (PTB, LRT ...).

Démontrer dans le vif de la lutte elle-même, que cette force indépendante de classe est nécessaire, dans l'utilisation des méthodes de classe (grève sans préavis ni limitation préalable de durée, auto-défense ouvrière ..), voilà la tâche des communistes révolutionnaires!

C'est seulement cette méthode, excluant les déclarations fracassantes et les bavardages inutiles, alliée à une propagande politique appropriée, en direction des éléments d'avant garde de la classe, qui mérite d'être appelée "politique communiste dans les luttes ouvrières".

1 - Le PTB estime que la gauche du PS, bien qu'elle se trompe en restant dans ce parti (sous entendu, vous pouvez nous rallier vous serez bien accueillis) peut être un allié convenable. Certains dirigeants "eurocommunistes" ont une attitude, jugée elle aussi, "positive". Tous ces gens là pourraient, selon le PTB, en s'appuyant sur une large base syndicale former un "front uni" capable de l'emporter.

La LRT appuie elle aussi les mêmes forces de gauche dans le PS, la FGTB et la CSC. Elle propose l'alliance électorale au PC..

NOTRE PRESSE EST EN VENTE :

- BRUXELLES
La Borgne Agasse
Rue de l'Athénée 18

C. Delcourt
Chaussée d'Ixelles, 8
- LOUVAIN LA NEUVE
Centre Galilée
Pl Galilée
- CHARLEROI
Clunny
Bd Tirou, 86
- GENT
Universitaire Boek-handel
St Amanstraat, 20

Boekenfonds Maruix
Ajuinlei 18
- ATH
Noterman
Chaussée de Mons, 54
- HASSELT
Standaard Boekhandel
Alderstraat, 9
- ANTWERPEN
De Groene Waterman
Wolstraat

**programme
communiste**

N° 83

- La lutte de classe est plus vivante que jamais !
- La gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V^e Congrès de l'IC).
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde »
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine.
- Notes de lecture : Léon Trotsky, Terrorisme et Communisme — Pierre Franck manipule l'histoire.

Brochure

« Le Proletaire »

n° 6

Socialisme prolétarien

contre

socialisme petit-bourgeois

- I. L'opposition historique entre socialisme scientifique et socialisme petit-bourgeois et national
- II. L'opposition irréductible entre le mode de production capitaliste et le socialisme
- III. Du capitalisme au communisme
- IV. Le socialisme est international et internationaliste ou il n'est pas
- V. Les principes de base du marxisme dans le programme du Parti Communiste International

51 pages - Prix : 5 F

Commandes au Proletaire

SOMMAIRE

LE COMMUNISTE N° 14
En langue française

Immigration : comment faire face à
le menace qui pèse sur les travail-
leurs algériens 4

Maroc :

- L'ère tunisienne en Algérie 9
- Au Maroc aussi la "libéralisation" ?
Tunisienne "ouverture" du pays. Les
travailleurs luttent 11

Théorie : sur la violence et le dia-
lectique prolétarienne 12

International :

- La signification du "coïnc" en
Colombie 14
- Il y a dix ans s'éteignait le socialisme
soviétique 16

Politique : remarques critiques sur
le mouvement qui avait secoué la
Libye et l'Algérie 18

En langue arabe :

- Qu'est ce que le communisme? 22
- Les communistes et la question
nationale 24
- Comment riposter efficacement
l'offensive anti-immigrée 24

**Soutenez la presse
internationale du Parti!
Souscrivez !**

**LISEZ
LE PROLETAIRE**

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N°
BIJ DE "PROLETAIRE"

11

20fb/1,35 fl

Inhoud :

In het nederlands:

Tegen de controle van de immigratie !

Gorter, Lenin en de linkerzijde.

In het frans :

**Vasteberaden strijd tegen de kapitalistische
bezuinigingen.**

**Tegen het offensief tegen de buitenlandse
arbeiders.**

De herstructureringen in de staalindustrie.

Extreem links en de stakingen in Polen.

Politieke notities:

**20 jaar geleden was de bevrijding van
de Congo.**

**Voor een echte kommunistische politiek
in de arbeiderstrijd.**

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het oplossen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het afwijzen van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeiderklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

Gorter, Lenin en de Linkerzijde

(naar aanleiding van Gorter's "Open brief aan partijgenoot Lenin" *)

Het analyseren van de dwalingen, van de degeneratie en, al snel, van de verwoesting van de III Internationale als revolutionaire Partij van het wereldproletariaat is geen kwestie van *datum*, maar van *doktrine*. En op dit gebied heeft onze stroming, welke ook haar krachten zijn geweest, zowel op het moment van de grote proletarische gevechten van het tijdperk na de eerste wereldoorlog, als gedurende de zeer lange jaren van reactie die volgden op de nederlaag, steeds haar werk van analyse en van kritiek met een onverzettelijke vasthoudendheid verricht. Zij heeft, in overeenstemming met de Internationale op het tweede congres, een duidelijk en kategorisch oordeel geformuleerd: de positie van de KAPD, waarvan Gorter zich de voorvechter heeft gemaakt, is: "een kapitulatie voor de syndikalistische en industrialistische opinie, welke een reaktionair feit vormt" (Resolutie over de rol van de Kommunistische Partij in de proletarische revolutie).

ANALOGIEËN

Welke de formele gelijkenissen tussen onze kritieken op de tactiek van de Komintern en de kritiek van Gorter ook geweest zijn, onze stroming heeft niet alleen elke verwantschap met de "hollandse linkerzijde" en met de "KAPD" geweigerd, maar heeft altijd deze groepen bestreden als onmarxistisch. Tussen de kommunistische Linkerzijde die binnen de Komintern de "revolutionair-parlementaire" tactiek bestreed, en de KAPD die, als buitenstaander, parlementaire tactiek, vakbondstactiek en opvatting over de partij alles tezamen bekritiseerde, bestond er geen simpel verschil van discipline ten aanzien van de Partij van het proletariaat, er was een principiële tegenstelling.

De verdediger van de KAPD heeft ontegenzeggelijk zijn uiteenzetting op een perfecte manier geordend: zijn 'brief' is verdeeld in vier hoofdstukken, gevolgd door een korte konklusie: inleiding, de vakbondskwestie, het parlementarisme, het opportunisme in de III Internationale. Men kan zeggen dat Gorter de Komintern beschuldigt van opportunisme in de parlementaire kwestie en in de vakbondskwestie omdat volgens hem de Internationale het probleem van de "massa's" en van de "leiders" niet goed heeft opgelost, en daarom heeft de Internationale volgens Gorter hierin een opportunistische tactiek. Men moet wel tot de volgende onweerlegbare konklusie komen dat de 'inleiding', gewijd aan de "massa's" en de "leiders", de basis, de kern zelf is van de kritiek van Gorter, en dat zijn 'brief' daarom met die inleiding begint.

Gorter konstateert met bitterheid dat Lenin "ironisch en sarkastisch praat over de onzinnigheid, even belachelijk als kinderlijk, van die strijd in Duitsland die betrekking heeft op de "diktatuur van de leiders" of van de "massa's", van "boven" en van "onderen" enz." En Gorter is helemaal beledigd! Nochthans is de eerste reactie van Lenin tegenover Gorter's theorieën niets anders dan een marxistische reflex op een absurditeit, en is het een zo

limpide en overduidelijke reactie, dat die onder kommunisten geen aanleiding geeft tot ook maar de geringste betwisting. Maar wat voor een marxist een reflex is, blijft voor een immediatist een onpeilbaar mysterie.

Ook spant Gorter zich met een prijzenswaardige energie in om tot de tegenaanval over te gaan, en geeft in enkele regels de eklatante demonstratie dat hij niet de tegenwerpingen heeft begrepen die hem gemaakt zijn: "Maar wij zijn het niet eens met de hoon. Wij hebben namelijk in West-Europa in veel landen nog leiders zoals die in de Tweede Internationale; wij zoeken nog naar de goede leiders die niet over de massa's willen heersen en die ze niet verraden. En zolang wij deze niet hebben, willen wij alles van onder op door de diktatuur van de massa's zelf." (p. 4/5) Wij kunnen er ons niet van weerhouden om meteen de opmerking te maken dat, indien voortaan alles al gedaan kan worden "van onderen op", als de massa's "zelf hun diktatuur zullen uitoefenen", dat wij dat dan vóór alles te danken hebben aan de "wil" van de KAPD, tót aan het moment natuurlijk waarop de KAPD "echte" leiders gevonden heeft en anders zal beslissen. Zo geeft de "partij" die door Gorter wordt voorgesteld als model, de "partij" die de partijen der "leiders" verafschuwt, aan haar massa's het bevel (men kan het niet anders noemen)..... hun eigen diktatuur uit te oefenen! Wat een ironie! De partij van de "leiders", verjaagd door de voorkeur in naam van de "partijen van de massa's", sluipt meteen weer door het raam naar binnen, om... het bewustzijnsnivo van deze zelfde massa's te verhogen!

De marxisten, die niet zo van democratie doordrenkt zijn als deze immediatisten ter linkerzijde, waartoe de KAPD behoort, hebben nooit de "leiders" geminacht in naam van de "massa's". Voor hen worden de massa's pas tot klassen wanneer zij zich groeperen rond partijen geleid door leiders. En de leiders en de partijen hebben geen andere rol dan de instrumenten te zijn, min of meer solide en min of meer aangescherpt, waarmee de massa's voor hun historische belangen vechten. Daar zit niets mysterieus bij. Terwijl voor de marxisten de geschiedenis niets anders is dan "de geschiedenis van de klassenstrijd", waaraan alleen door de emancipatie van het proletariaat een einde gemaakt zal worden, is de geschiedenis juist voor de bourgeois er een van het opkomen van de democratie, gegrondvest op de rede en de wil van de burgers.

Welnu, gedreven door zijn terechtte haat jegens de sociaal-democratie, arriveert Gorter, ondanks al zijn plechtige uitspraken van trouw aan de doktrine van het historisch materialisme, op hetzelfde nivo van kindsheid als die bourgeois, wanneer hij de rol van de "goede" leiders probeert vast te stellen, noodzakelijk voor het proletariaat. Bovendien vervalt hij in het burgerlijk illuminisme wanneer hij beweert dat het de rol van de partij is "de massa's op te voeren, op het gebied van het bewustzijn natuurlijk, terwijl het zwaartepunt van de aktie naar de massa's moet worden overgeplaatst(!)".

Het is waar dat Gorter, die uiteindelijk de burger-

* 1978 Uitgeverij De Vlam, Amsterdam; fotografische herdruk van de nederlandse uitgave uit 1921

lijke idealistische dichotomie overneemt en zodoende een vals probleem probeert op te lossen, om zich te rechtvaardigen een beroep doet op "marxistische" redeneringen over de verschillen in economische ontwikkeling tussen Duitsland en Rusland. Hij geeft terloops toe dat leiders noodzakelijk zijn geweest... voor Rusland. Maar hij haast zich eraan toe te voegen dat in West-Europa de omstandigheden anders zijn. De russische revolutie heeft geprofiteerd van een democratisch-boeren opstand, welke in Duitsland niet meer aan de orde is. Dat feit is onbetwistbaar. Maar, de konklusies die Gorter daaraan verbindt zijn vreemd. In plaats van aan te tonen dat, welke de omstandigheden ook zijn, de partij van het proletariaat overal grondvest is op dezelfde principes, omdat er slechts *een* wereldproletariaat bestaat dat strijdt voor *de* wereldrevolutie, leidt Gorter eruit af dat: "In de mate waarin de belangrijkheid van de klasse zich vermeerderd, daalt het belang van de leiders." De theoretikus van de KAPD zou zich ongetwijfeld slecht op zijn gemak voelen wanneer men hem zou vragen te definiëren wat hij onder de "belangrijkheid" van de massa's verstaat. De marxisten in ieder geval vermaken zich niet met op schoolse wijze -zoals alleen arbeideristische "leiders" dat kunnen- het "belang" van de "massa's" en van de "leiders" af te wegen. Zij verdedigen een historisch program, gegrondvest op de kennis van het kapitalisme, van zijn noodzakelijke vernietiging door het proletariaat en van de daaruit volgende verdwijning van de klassen. De partij van hen is gebaseerd op dit onaantastbaar programma. Voor Gorter daarentegen (onafhankelijk van de illusies die hij moge hebben over zichzelf) is de partij gegrondvest op de onmiddellijke, hier-en-nu beweging van de arbeidersklasse.

DE VAKBONDSKWESTIE

"Nadat ik de algemene theoretische gronden uiteengezet heb, wil ik nu ook in de praktijk proberen te bewijzen dat de "Linkerzijde" in Duitsland en Engeland in de vakbondskwestie en wat betreft het parlementarisme in het algemeen gelijk heeft." (p. 15) En het is op deze "algemene theoretische gronden" en in volledige overeenstemming daarmee, dat Gorter zijn kritieken op het gebied van de taktiek formuleert. "Zoals het parlementarisme de intellektuele macht van de leiders over de arbeidersmassa's vertegenwoordigt, zo vertegenwoordigt de vakbeweging hun materiële macht." (ibidem). Het is zeer duidelijk. Gorter bekritiseert de vakbondsleiders omdat zij de massa's verhinderen zich uit te drukken, maar tegelijk valt hij de fundamenteën van de overheersing van de vakbondsleiders aan, die volgens hem gelegen zijn in de "vorm" (!) van de vakbonden: "Het is de organisatievorm die de massa's zo goed als machteloos maakt en ze belet de vakbond te maken tot een werktuig van hun wil". (p. 16). Toch probeert de theoretikus van de KAPD, ongetwijfeld een beetje verrast te zien dat een "organisatievorm" de loop van de geschiedenis kan tegenhouden, de tegenwerpingen aldus vóór te zijn: "In de partijtwisten in Duitsland is de spot gedreven met de opvatting dat een organisatievorm revolutionair zou kunnen zijn. Het komt immers slechts aan op de revolutionaire gezindheid van de mensen, van de leden! Wanneer echter de voornaamste inhoud van de revolutie daarin bestaat dat de arbeiders zelf hun eigen zaak -de leiding van de maatschappij en van de produktie- in handen nemen, dan is elke organisatievorm die de massa's belet zelf te heersen en te leiden schadelijk en kontrarevolutionair." Laten wij zijn kritiek eens samenvatten. *Ten eerste:* men moet uit de vakbonden treden omdat deze vorm

van organisatie de macht aan de leiders geeft. *Ten tweede:* men moet fabrieksraden oprichten, omdat die de massa's toestaan zelf "de leiding van hun eigen zaken in eigen handen te nemen."

Als men akkoord gaat met het arbeideristische, democratische, immediatistische vertrekpunt, klopt alles. Maar indien men niet toegeeft dat "de voornaamste inhoud van de revolutie bestaat in het feit dat de massa's de leiding van hun eigen zaken, de leiding van de maatschappij en van de produktie in eigen handen nemen", dan klopt er niets meer van. En nu is het juist voor marxisten niet zo dat de essentiële inhoud van de revolutie bestaat in het feit dat "de massa's hun eigen zaken in eigen handen nemen". Deze formulering is dermate vaag dat zij net zo goed van toepassing is op de democratische burgerlijke revolutie, waarin de "massa's" zich meester maken van de grond, als op de kommunistische revolutie. Als agitatie slogan is deze formulering zeker uitstekend, en Lenin liet niet na het "revolutionaire initiatief van de massa's" uitbundig lof toe te zwaaien. Maar, letterlijk genomen als "wetenschappelijke" definitie, is deze formulering geheel en al fout. De inhoud van de kommunistische revolutie is de vernietiging van het kapitaal, en, met dit als doel, de gewelddadige vernietiging van het staatsapparaat. Het is de revolutionaire stormaanval, het is de gewapende opstand. Voordat de Kommunistische Partij de leiding van de proletarische Staat in handen heeft, is elke oproep tot het beheer, tot het "in eigen handen nemen door de massa's van het beheer, van de leiding van hun eigen zaken" in de zin waarin Gorter het bedoelt, dat wil zeggen het zelfbeheer van de fabrieken, is elke vermenging van de economische en politieke taken een verzwakking van het proletariaat, een dramatische verspilling van zijn kostbare krachten die geheel moeten worden voorbereid op de stormaanval. Het is de plicht van de kommunisten met de grootste zorg dit gradualistische idee, dat namelijk de macht om "de maatschappij te leiden" beetje bij beetje veroverd kan worden door middel van het beheer over enkele geïsoleerde fabrieken, te bestrijden. (De KAPD formuleerde dit als volgt in stelling 3 van haar programma: "De proletarische revolutie is tegelijkertijd een economisch en een politiek proces.") Zolang de Staat niet vernietigd is, heeft het proletariaat niets bereikt. Allereerst de politieke revolutie, en pas daarna de sociaal-economische.

De kommunisten spannen zich op deze manier in om ook in de meest bescheiden economische strijd aan de arbeiders te doen begrijpen dat zij noch bij een fabriek, noch bij een streek, noch bij een bepaald beroep horen, maar wel bij de klasse van de verkopers van haar arbeidskracht. In de vakbonden kunnen de proletariërs de beperkingen van plaats en van beroepskategoriële organisaties ("korporaties") overwinnen, en hun krachten hergroeperen voor het moment waarop, wanneer de economische strijd algemeen en verenigd is geworden, die strijd zich onder de leiding van de Partij kan omvormen in politieke strijd om de Staatsmacht. Geheel in tegenstelling daarmee hechten de fabrieksraden, verdedigd door Gorter als revolutionaire "vormen", de arbeider aan de privéonderneming vast, aan zijn beroep; plaatsen de taken van het beheer van de koopwaareconomie op de voorgrond en verdringen de noodzaak van de politieke strijd naar de achtergrond. In deze zin is het nivo van bewustzijn dat in deze of die streek de fabrieksraden noodzakelijkerwijs doet ontstaan, duidelijk

inferieur aan het bewustzijn dat gepaard gaat aan het oprichten door de proletariërs van een sterke en strijdbare vakbond. Zo duidelijk inferieur dat, als wij zouden redeneren als Gorter in "vormen" van organisatie, dat wij dan de voorkeur zouden geven aan...de vakbond. Maar wij redeneren in politieke termen, en over de eisen die dienen ter oprichting van de fabrieksraden die Gorter verdedigt, schrijven wij: "Immediatisme!"

En de manier waarop Gorter het zich afscheiden van de KAPD rechtvaardigt, haar uittreden uit de vakbond, is niet geëgend om ons van mening te doen veranderen: "De revolutie was er al. De vakbonden wilden niet vechten. Wat helpt het dan te zeggen: blijf in de vakbonden, maak propaganda voor je ideeën, je zult sterker worden, je zult eens de meerderheid vormen. Dat zou, afgezien van de gewoonte die daar heerst om de minderheid naar te slaan, zeker heel mooi zijn, en de linkerzijde zou het ook zonder twijfel proberen als er maar tijd was. Maar men kon niet wachten. De revolutie was er. En zij is er nog!" (p. 19). Men kan zich geen mooiere bekentenis van immediatisme wensen: de revolutionaire druk van de arbeiders was onvoldoende om het de georganiseerde revolutionairen mogelijk te maken de leiding van de vakbonden over te nemen. De KAPD, die de "taktiek" beschouwde als de mijnenveger van de geschiedenis, aan de taktiek een bovenmatig grote macht toekenend, geloofde dat het kreeëren van "nieuwe" vormen van organisatie de revolutionaire energie van de massa's zou kunnen vermeerderen. Dat arbeiders gedreven zijn om uit teleurstelling en afkeer te breken met de vakbonden, geleid door de sociaal-demokraten, dat is één ding. Dat arbeideristische groepen deze zwakheid hebben vertheoretiseerd en er een panacee van hebben gemaakt, in naam van "nieuwe organisatievormen" die voorbestemd zijn om aan de massa's het mogelijk te maken zich te laten gelden, dat is iets wat wij zonder terughoudendheid veroordelen.

HET REVOLUTIONAIRE PARLEMENTARISME

Op het terrein van de parlementaire taktiek vindt men de strikte logika van Gorter terug. Om dezelfde reden waarom hij "scissionist" was, was hij "abstentionist". Om zijn opvatting van de taktiek te rechtvaardigen, citeert Gorter zijn vriend Pannekoek: "Het parlementarisme is de typische vorm van de strijd door middel van leiders, waarbij de massa's zelfs een ondergeschikte rol spelen." (p. 31). Maar sommige passages zijn nog explicieter: "Het is het probleem van de taktiek hoe in de proletarische massa de traditionele burgerlijke denkwijze, die verlamd werkt, kan worden uitgeroeid. Al wat de overgeleverde opvattingen versterkt, is uit den boze. En het taaiste, meest vastgegroeide deel van deze opvatting is de onzelfstandigheid ervan tegenover de leiders, aan wie de beslissing in algemene kwesties en de leiding in alle klasse-aangelegenheden wordt overgelaten." (p. 32). Nog weer eens een keer is het de tegenstelling tussen de massa's en de leiders die het beslissende criterium is, en deze tegenstelling neemt zodanige proporties aan dat zij Pannekoek regelrecht tot quasi-anarchistische formuleringen brengt. Men vraagt zich af of de partizaan van de "hollandse school" als hij in dezelfde richting voortgaat niet zover zal gaan aan de proletariërs het recht "leiders" te hebben in militaire operaties te ontzeggen, onder voorwendsel dat deze "leiders" aan de "massa's"elk initiatief ontnemen. Wat betreft Pannekoek moeten de arbeiders zeker strijden

om zich te emanciperen, maar het schijnt dat hij hen aangeeft dat zij allereerst moeten beginnen met zich te emanciperen...van hun eigen leiders. Maar dit "radikalisme", behalve het feit dat het in de grond burgerlijk is (want wanneer de Revolutie vorderingen maakt, gooit de bourgeoisie dan, gegrepen door ontzetting, niet haatdragend de "schuld" op de "aanstokers"?) speelt de "revolutionairen" die zich er de verdedigers van maken, parten. Zo verklaart Gorter geroerd, de indrukken weergevend die hij ondervond tijdens de oprichting van de Kommunistische Partij in Engeland, welke partij "de Staat en haar parlement" verwierp (wat overigens niet voldoende is om het abstentionisme te definiëren aangezien Lenin evenzeer "de Staat en haar parlement" verwierp): "Het was een historische dag, kameraad, toen in de loop van deze vergadering in de maand juni de eerste kommunistische partij werd opgericht en toen deze brak met elke konstitutie en organisatie van de Staat, die al bestond sinds zeven eeuwen." Overweldigd door deze te sterke emotie vergeet Gorter alle theorieën die hij bezig is op te richten tegen de leiders, en hij voegt eraan toe met een roerende spontaneïteit: "Ik wilde dat Marx en Engels erbij geweest waren." Zo neemt de werkelijkheid een loopje met hen die die werkelijkheid pirouettes wilden laten draaien, en zo belast de werkelijkheid zich ermee hen op hun plaats terug te zetten. De kommunistische linkerzijde van Italië was abstentionistisch om geheel andere redenen. Wij zullen er hier enkel aan herinneren dat zij zeer duidelijk het verschil tussen de dubbele revolutie (in Duitsland in 1848, in Rusland in 1917) en de enkelvoudige revolutie heeft gemaakt. Het parlement kan een rol spelen in een dubbele revolutie, een centrum zijn van belang voor de boerenmassa's, maar in de landen met een al oud kapitalisme is de situatie heel verschillend. Uit discipline akcepteerde de linkerzijde de taktiek van het revolutionaire parlementarisme en zij was de enige die het toepaste. Toen stond deze tactische mogelijkheid nog open. De catastrofe die gevormd werd door de snelle degeneratie van de III Internationale toonde op onweerlegbare wijze aan dat deze taktiek verworpen moest worden. Om elke mogelijkheid van "analogie" te vermijden, zullen wij verklaren dat de marxistische linkerzijde en de KAPD elkaar ontmoeten in het abstentionisme, maar, "elkaar tegenkomen" zoals op een slagveld: twee legers die tegenover elkaar staan. Toen Gorter in zijn boekje van juli 1920 (de eerste, duitstalige, uitgave) Pannekoek citeerde: "Het parlementarisme is dus de typische vorm van de strijd door middel van leiders waarbij de massa's zelf een ondergeschikte rol spelen.", had II Sovjet al op 23-5-1920 in een artikel, getiteld: "De tendenzen in de III Internationale", geschreven: "Ons abstentionisme vloeit voort uit het grote belang dat wij hechten aan de politieke taken die in de aktuele historische periode toevalen aan de kommunistische partijen: de verovering van de politieke macht door middel van de opstand, het instellen van de diktatuur van het proletariaat en het instellen van het systeem van de sovjets." De oorzaken van de ontmoeting zijn dus de volgende: Gorter bestrijdt het revolutionaire parlementarisme in naam van de aktiviteit der massa's, de kommunistische Linkerzijde uit naam van de marxistische Partij-opvatting, rigoureuus werktuig van de revolutie, waarvan ongetwijfeld het lemmet afgestompt zou raken indien men er teveel flexibiliteit van zou verlangen.

HET OPPORTUNISME IN DE DERDE INTERNATIONALE

Gorter kan dan wel praten over opportunisme in de III Internationale "al vanaf 1920", zijn aktuele

bewonderaars kunnen mool wel vijftig jaar later in verrukking komen over zijn ontdekkingen, wij zijn er helemaal niet door verontrust. Gorter leverde geen marxistische kritiek op de opportunistische taktiek van de Komintern omdat hij zelf op *principeel* gebied vreemd was aan deze doktrine. Op een fundamenteel punt was hij in een absolute tegenstelling met deze doktrine: de kwestie van de Partij. De KAPD tenderde naar de fusie van de partij met de intermediaire organismen. "De partij moet ook zich zelf meer en meer aanpassen aan het sovjetidee, en moet zich meer en meer proletariseren" schreef de "Kommunistische Arbeiterzeitung" in nummer 54. Terwijl zij het belang van de Partij erg naar beneden bracht, probeerde de KAPD de intermediaire organismen "op te voeden". Zij opende haar "Unionen" voor de arbeiders die slechts (!) met "de diktatuur van het proletariaat" hoefden in te stemmen. De KAPD voerde een scheuring in de economische organismen van de arbeidersklasse uit, zonder daardoor het bewustzijnsnivo van de massa's te verhogen, want men "voedt" de arbeiders nooit "op" door de Partij te kleineren. Maar de vrienden van Gorter hadden een bijzondere opvatting van de Partij. Wij willen wel een partij, zeiden zij, maar "niet een partij in de gebruikelijke zin van het woord". Omdat zij niet wisten wat de partij is, kenden de arbeideristen uit Duitsland evenmin de economische organisaties van de arbeidersklasse.

De linkerzijde heeft altijd, zonder te verzwakken, de marxistische opvatting van de partij verdedigd, gegrondvest in het programma, samengesteld uit alleen maar kommunisten, en rigoureuus onderscheiden van al de intermediaire organisaties die zij moet verenigen in een enkele bundel en leiden in de stormaanval op de Staat teneinde de diktatuur van het proletariaat aan te voeren. Niet alleen hebben wij altijd geweten dat de partij, orgaan van de klasse, noodzakelijk was, maar wij hebben altijd haar rigoureuus gecentraliseerd karakter staande gehouden. Het karakter van de Partij hangt trouwens voor ons niet af van de aard van deze of die leider, van de overdevren voorliefde voor organiseren, of van een meer of minder grillige dosering van spontaneïteit en van bewustzijn. De aard van de Partij hangt niet af van de wilskakte van een leider, noch van die van een groep van militanten. Die aard staat geschreven in de structuur zelf van de kapitalistische maatschappij. Imbeciele geleerden beweren dat Marx geen theorie van de organisatie heeft opgesteld. Dan moeten zij *Het Kapitaal* maar eens lezen! Zij zullen er zien, tegenover elkaar, de kapitalistische maatschappij, de maatschappij van het veralgemeniseerde mercantilisme en van het ten top drijven van het eigendom, en de kommunistische maatschappij, die, het eigendom ontkennend, zal kunnen overgaan tot een bewuste omvorming van de natuur. Zij zullen dan misschien begrijpen dat de Partij de formidabele, historische hefboom is die, gehanteerd door het proletariaat, de maatschappij van de uitbuiting omver gooit, om wat Marx noemt "de bewuste heroprichting van de menselijke maatschappij" te vestigen.

De burgers, die toch alleen maar de weg naar de automatische ontwikkeling van de koopwaarseconomie hoefden open te stellen, hadden de diktatuur van Cromwell nodig, en de centralisatie van de terreur in de handen van het "Komitee voor algemeen welzijn". Hoe monolithischer en meer gecentraliseerder zal de Partij zijn die, na de burgerlijke Staat te hebben vernietigd, en in haarzelf alle revolutionaire wil van het proletariaat concentrerend, het zal onderneemen, methodisch de koopwaarsemechanismen brekend zoals men een vesting ontmantelt, regelmatig de maatschappij

onderste boven te keren tot aan het definitieve vestigen van de kommunistische produktie!

Om al deze redenen, omdat de KAPD buiten het marxisme stond wat betreft essentiële kwesties, wijzen wij al haar kritieken op de Komintern af, zelfs en vooral wanneer die kritieken juist lijken te zijn. Het zou de gehele traditie van de marxistische Linkerzijde vernietigen wanneer men aan zou nemen dat vanuit foutieve principes een juiste taktiek bekritiseerd zou kunnen worden.

Met de bolsjewieken had de Linkerzijde gemeenschappelijk: dezelfde opvatting van het socialisme, van het internationalisme, van het "recht van de naties om over zichzelf te beschikken", van de verhouding tussen Partij en economische organisaties, dezelfde opvatting over de Partij. Met de KAPD niets van dit alles.

ONZE PUBLIKATIES
WORDEN VERKOCET DOOR DE
VOLGENDE BOEKHANDELS :

- ATHENEUM NIEUWSCENTRUM
Spuistraat 305
AMSTERDAM
- VAN GENNEP
Nes 128
AMSTERDAM
- DE MOL
Jan Van Lieshoutstraat 12
EINDEHOVEN
- DE TRIBUNE
Brusselsestraat 78
MAASTRICHT
- SERVAAS
Vrijthof 29
MAASTRICHT
- DE OUDE MOL
Van Broeckhuysenstraat 48
NIJMEGEN
- DE VRIJE BOEKHANDEL
Veemarktstraat 40
BREDA
- VAN GENNEP
Binnenweg 131
ROTTERDAM
- WERELDWINKEL DE UITBUIT
Hoogstraat 52
WAGENINGEN

ALS U GEINTERESSEERD BENT IN ONZE OPVATTINGEN KUNT U MET ONS KOMEN DISKUSSIEREN OP ONZE VASTE BIJZEEEN KOMSTEN :

Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq
BRUSSEL

ELKE TWEDE MAANDAG VAN DE MAAND,
Van 19.30 tot 21.30 uur.

ALLE KORRESPONDENTIE Richtten aan :
M JA, Postbus 199
1060 - BRUSSEL 6

TEGEN DE KONTROLE VAN DE IMMIGRATIE!

Hieronder volgt de tekst van een pamflet dat onze partij binnenkort zal gaan verspreiden in twee talen, behalve in het nederlands ook in het arabisch.

De nederlandse bourgeoisie, die in de jaren zestig zo gretig duizenden buitenlandse arbeiders liet komen, is nu al vijf jaar bezig zich van deze zelfde arbeiders te ontdoen, nadat zij hen maximaal heeft uitgebuit. De huidige politiek van de uitzettingen en van het verhinderen van de binnenkomst van nieuwe immigranten, brengt voor de immigranten die blijven een nog grotere uitbuiting met zich mee. De buitenlandse arbeiders worden slecht betaald, hebben het meest moeilijke, zware, vuile en gevaarlijke werk. Hun huisvesting is belabberd, en dat wordt door de nederlandse bourgeoisie nota bene als voorwendsel gebruikt, om de overkomst van hun gezinnen te weigeren. De illegalen onder hen hebben nergens recht op, en moeten zich tevreden stellen met de slechtste werk- en levensomstandigheden. Alle immigranten lopen elke dag het risico te worden aangehouden en ondervraagd door de politie, die al een jarenlange ervaring heeft in de jacht op de buitenlandse arbeiders, en die deze zomer al het eerste dodelijke slachtoffer heeft gemaakt.

Deze politiek van de bourgeoisie wordt uitgevoerd door de huidige CDA-VVD regering. Maar de 'wet van 1 november' is gemaakt door de vorige regering: PvdA-VVD. Door deze wet ontmaskerde de 'socialistische' PvdA zich, als wezenlijk tegen de arbeiders gezind. De omstandigheid dat deze partij zich nu in de oppositie bevindt, en zich uitsprekt tegen de "onmenselijke gevolgen in de praktijk als gevolg van de wet", verandert daaraan niets, en dient alleen maar, om het prestige van de PvdA weer op te poetsen bij de kiezers. Wat voor de PvdA allereerst telt, dat zijn de belangen van de nationale economie. Deze economie is evenwel, door haar kapitalistische karakter, wezenlijk tegen de arbeidersklasse gericht. Daar verandert geen enkele hervorming iets aan. Dit kapitalistische systeem is niet aan te passen aan de behoeften van de arbeiders, zoals de 'socialisten' van de PvdA beweren; het kapitalisme moet vernietigd worden!

In het gevolg van de reformistische PvdA bevindt zich de FNV, eveneens 'socialistisch'. De houding van de FNV, als agent van de bourgeoisie temidden van de arbeidersklasse, en die de nationale economie verdedigt, wordt duidelijk geïllustreerd door het voorstel van de FNV: om een overgangsmaatregel toe te voegen aan de 1 novemberwet. Dat betekent in feite dat de FNV akkoord gaat met deze wet, en dat zij dus ook akkoord gaat met de strikte controle van de immigratie! De FNV wil allereerst dat alle 'illegalen' geregistreerd worden (een echte politie-methode!), en dat zij na zes maanden, als ze er niet in geslaagd zijn werk te vinden, uitgezonden worden. Zo helpt de FNV metterdaad haar eigen bourgeoisie!

Maar evenmin voert de 'kommunistische' CPN, die zich toch steeds tegen deze wet heeft uitgesproken, een effectieve strijd om dit gedeelte van de arbeidersklasse te verdedigen. Zij erkent wel in woorden dat de arbeidersklasse "internationaal en één" is, maar verklaart aan de andere kant, dat de nederlandse economie niet nog meer buitenlandse arbeiders kan opnemen. Ofwel: ook de CPN is voor de controle van de immigratie! Haar verklaring, dat "de CPN zich vooral bezighoudt met dat gedeelte van de internationale arbeidersklasse, dat werkzaam is in Nederland", kan niet verhullen, dat deze partij vóór alles de nationale economie steunt!

Tenslotte de organisaties van de immigranten zelf, met name de KMAN en de HTIB, die de belangrijkste zijn binnen het 'Platform van buitenlandse arbeidersorganisaties'. In plaats van de noodzakelijkheid van de internationale eenheid van de arbeidersklasse, om te strijden tegen de diskriminerende maatregelen die de buitenlandse arbeiders treffen, voorop te stellen, laten zij de strijd van de immigranten leiden door kleinburgerlijke en democratische doeleinden. Zo brengen zij de buitenlandse arbeiders ertoe onvoorwaardelijk de PLO of een andere burgerlijke nationale beweging te ondersteunen, terwijl daarentegen de aktuele taak van het proletariaat in die gebieden erin bestaat, aan de nationale burgerlijke krachten de leiding van de anti-imperialistische beweging te ontnemen, en zó de verbinding mogelijk te maken tussen de arbeidersstrijd daar en hier.

Deze 'nationale en democratische' opvatting van de strijd, brengt deze organisaties ertoe, zich te verbinden met de 'nationale en democratische' krachten, zoals de CPN, hoewel deze feitelijk voor de controle van de immigratie is.

Ook de gehanteerde methode zelf is 'democratisch', aangezien men zich ten doel stelt, de 'publieke opinie' te beïnvloeden.

Nee, de klasse-methode is niet gebaseerd op een nationale of interklassistische visie, maar op de groeiende eenheid van alle arbeiders, door het overwinnen van de obstakels zoals nationaliteit, ras, taal, cultuur, godsdienst, geslacht of nog andere. Een effectief klasseverweer, tegen de bourgeoisie en haar knechten, vereist de centralisatie van de krachten der arbeiders, en het gebruik van echte klasse-methoden. Tegen het gemeenschappelijke front van de bourgeoisie en haar reformistische, democratische en valse-kommunistische knechten, heeft de arbeidersklasse een proletarisch strijdfrent nodig. De enige consequente manier om de buitenlandse en nederlandse arbeiders te verdedigen, is het politiek breken met de reformistische en democratische principes en methoden, van de krachten die de kapitalistische orde ondersteunen. Deze breuk is een onderdeel van de weg die leidt naar de definitieve overwinning op het kapitalisme, naar de proletarische wereldrevolutie.

- TEGEN DE UITZETTINGEN EN HET VERHINDEREN VAN DE BINNENKOMST!
- TEGEN DE KONTROLE VAN DE IMMIGRATIE!
- REGULARISATIE VAN ALLE ILLEGALEN!
- GELIJKE RECHTEN VOOR ALLE ARBEIDERS!
- KLASSE-ANTWOORD TEGEN HET POLITIEOPTREDEN!